

# HLM ET ÉCOLOGIE : SENSIBILISER AUX ÉCO-GESTES ET APRÈS ?



## LE COMITÉ PROSPECTIF :

Depuis janvier 2024, les émissions de Paroles Libres sont préparées par **Dominique Belargent**, ancien responsable des partenariats institutionnels et de la recherche à l'Union sociale pour l'habitat, et le comité prospectif de Paroles Libres de l'Afpols composé de :

- **Pascal Friquet**, président du directoire du Logis familial varois, président de l'Association régionale pour l'habitat social Paca et Corse,
- **Matthieu Gimat**, maître de conférences en aménagement et urbanisme à l'Université Paris-Cité, chercheur à Géographie-Cités,
- **Dominique Hoorens**, ancien directeur des études à l'Union sociale pour l'habitat,
- **Marie-Christine Jaillet**, directrice de recherche au CNRS,
- **Franck Martin**, directeur général de l'Afpols et de l'Ecole du renouvellement urbain,
- **Aicha Mouhaddab**, directrice générale de l'Association régionale Hlm Auvergne-Rhône-Alpes,
- **Audrey Pelan**, responsable communication et événement à l'Afpols,
- **Patrick Sciberras**, directeur général de la coopérative Keredes,
- **Anne-Marie Vuitteuz**, directrice générale d'Habitat et Métropole, présidente de la commission Quartiers de l'Union sociale pour l'habitat.

# 10 SEPTEMBRE 2024

**Intervenant :** Hadrien Malier est docteur en sociologie de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). En 2024, il est nommé maître de conférences à l'Université de Strasbourg.

**Discutante :** Kim Chiusano est directrice adjointe de la stratégie et l'accompagnement des acteurs à l'Agence pour la rénovation urbaine (ANRU).

## PARTIE 1 : L'ENTRETIEN

Pour un nouvel épisode de « Paroles libres », mis en ligne mardi 10 septembre, l'AFPOLS a choisi d'inviter Hadrien Malier, docteur en sociologie de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et maître de conférences à l'Université de Strasbourg.  
Le titre : « Hlm et écologie : sensibiliser aux éco-gestes et après ? ».

Un thème encore peu abordé, pourtant au cœur des enjeux de justice sociale et environnementale auxquels le secteur est confronté. Deux fois lauréat du prix de l'Union sociale pour l'habitat/Caisse des dépôts, Hadrien Malier a longuement enquêté sur ces sujets auprès des locataires de logements sociaux.

Il en a tiré un premier enseignement : ceux-ci constituent une cible privilégiée pour les campagnes de sensibilisation.

Certes, depuis le début des années 2000, la société dans son ensemble est sensibilisée au verdissement du mode de vie et les campagnes de promotion pour les éco-gestes sont nombreuses. Mais, selon Hadrien Malier, ces politiques de sensibilisation prennent une intensité particulière quand elles s'adressent aux classes populaires et plus spécialement aux habitants des résidences hlm. Pourquoi ? Parce qu'elles ne se limitent pas à la diffusion de messages à distance dans les grands médias mais viennent au plus près des résidents, quasiment à la porte de leurs logements, pour chercher à les sensibiliser. Ce que les bailleurs sociaux appellent des « accompagnements à l'adoption des gestes. »

Hadrien Malier ne s'en cache pas ; si, pour les acteurs opérationnels, cela peut paraître logique et positif de diffuser ainsi les messages à des publics dont on imagine qu'ils sont plus éloignés des préoccupations environnementales, du point de vue du sociologue, la démarche est plus surprenante.

Car, explique-t-il, en comparant les groupes sociaux les uns aux autres, on voit bien que les classes populaires se distinguent par un style de vie moins émetteur de gaz à effet de serre, donc moins polluant, à cause de leurs contraintes économiques.

En ayant accès à moins de ressources, elles consomment moins, se déplacent moins loin et utilisent davantage les transports collectifs. On pourrait lui répondre que l'habitat social sert souvent de laboratoire pour le logement et permet ainsi d'expérimenter avec ces populations, de nouvelles pratiques qui ne sont pas forcément applicables dans le logement privé ?

Il en convient tout à fait, le logement social constitue un territoire où les classes populaires sont bien plus au contact des institutions que ne le sont celles qui vivent dans des logements privés. Et cela offre effectivement un laboratoire d'intervention aux politiques, pas seulement aux bailleurs, pour tenter de prendre en charge les problèmes sociaux et réduire les inégalités.

Il n'empêche, insiste Hadrien Malier, il y a là un paradoxe : le groupe social dont le style de vie est le moins émetteur de CO2 est celui que l'on sollicite de la manière la plus directe et la plus chargée symboliquement. Car ce n'est pas la même chose de découvrir une publicité incitant aux éco-gestes dans la rue ou à la télévision et d'entendre toquer à votre porte pour faire un bilan de vos pratiques et vous en conseiller de nouvelles ! Deuxième remarque, cette fois sur le ciblage de ce public.

Chez les bailleurs sociaux, chez les responsables municipaux, les professionnels de la politique de la ville qui mettent en œuvre ces interventions, l'intuition ou la conviction qu'il est moins sensible à l'écologie sont bien ancrés. On va donc s'adresser à lui parce qu'il a plus besoin que d'autres d'être sensibilisé, voire « éduqué ». Mais ce sont là des idées reçues, assure Hadrien Malier.

D'ailleurs elles ne sont pas propres aux acteurs de la politique de la ville mais très diffusées dans la société, précise-t-il. Il a aussi enquêté auprès de militants et militantes écologistes et relevé la même propension à s'adresser d'abord aux habitants des quartiers populaires. Or ces représentations sont en complet décalage avec ce qu'il a observé en rencontrant les locataires et en les interrogeant sur leur vision des problèmes environnementaux !

On peut se réjouir que les bailleurs sociaux et les institutions de la politique de la ville cherchent à croiser la question du logement avec celle de l'environnement, dit encore Hadrien Malier. En soi, c'est positif. Mais la question est : comment le fait-on, à partir de quelles représentations et selon quelles modalités ?

### **“SE DÉRESPONSABILISER EN RESPONSABILISANT LES INDIVIDUS”**

Les politiques qui consistent pour les institutions, à « se déresponsabiliser en responsabilisant les individus » en leur disant : « c'est à vous d'agir en changeant de comportement », ne sont pas propres au logement social,



mais, selon Hadrien Malier, cette manière de prendre en charge ces questions ne permet pas de les résoudre. Elle détourne l'attention et les interventions publiques d'actions plus structurelles qui pourraient avoir de bien meilleurs effets. En réalité, ce ne sont pas les gestes quotidiens des locataires hlm qui produisent le réchauffement climatique.

Hadrien Malier, veut insister sur un point essentiel à ses yeux en prenant l'exemple du cadre de vie, très important pour les locataires : « j'ai pu observer, détaille-t-il, que si l'on s'adresse aux locataires au sujet des questions environnementales, très vite, la grande majorité d'entre eux va dénoncer la présence de déchets dans les environs des résidences, une vraie nuisance pour leur cadre de vie. »

Vivre entouré de déchets est une souffrance. A la fois symbolique, morale et

esthétique. Les déchets contaminent l'air et le sol et attirent des animaux vecteurs de maladies. Si l'on regarde la façon dont la question est traitée par les institutions, on trouve deux causes : le jet d'ordures par les fenêtres et le dépôt sauvage des encombrants. Et seulement deux réponses qui, toutes les deux, appellent à responsabiliser les locataires : « Cessez de jeter les ordures par les fenêtres, et cessez de déposer vos encombrants. » Autrement dit, on rend responsables les locataires d'une situation dont ils souffrent, en les appelant à se transformer pour la résoudre.

Alors qu'en réalité, reprend Hadrien Malier, même si on ne peut nier les incivilités, celles-ci ne suffisent pas à expliquer le problème de déchets dans les résidences hlm. Il faut considérer d'autres causes, structurelles celles-là, liées à la densité de la population, au fait que

les membres des classes populaires passent davantage de temps à leur domicile et dans les environs, qu'ils ont moins accès à la voiture, etc. Et aussi que les fréquences de ramassage sont insuffisantes par rapport à la quantité de déchets produite sur un seul espace.

En ne parlant que du jet d'ordures par les fenêtres, conclut Hadrien Malier, on prend certes en charge le problème, ce qui est bien, mais on le retourne contre les habitants, et on invisibilise le fait qu'ils en souffrent. Ils sont les auteurs de troubles plus que les victimes de la situation.

Selon lui, les locataires des résidences hlm sont-ils aussi éloignés des préoccupations environnementales qu'on le pense ?

Cela dépend de la manière dont on leur en parle, répond Hadrien Malier, qui revient sur son exemple : leur sensibilité au dépôt des déchets est une forme de préoccupation environnementale mais on a tendance à leur parler d'autre chose : de sujets très importants pour l'ensemble de la société comme le réchauffement climatique, la perte de biodiversité, l'effondrement des espèces, autant de questions plus abstraites, plus globales et moins proches de leur lieu de vie quotidien.

S'ils sont plus sensibles à certaines questions environnementales, cela ne veut pas dire pour autant qu'ils sont indifférents au réchauffement climatique ou ignorants de la situation : « Je n'ai rencontré aucun climato-sceptique dans mes enquêtes ! » assure Hadrien Malier. On me disait plutôt : bien sûr, on sait qu'il y a ce problème,

on le vit quand il fait quarante degrés en été ! » Mais, ajoute-t-il, j'entendais aussi : « En quoi est-ce que moi, je suis responsable de ça?! »

**« JE N'AI RENCONTRÉ AUCUN CLIMATO-SCEPTIQUE DANS MES ENQUÊTES ! ON ME DISAIT PLUTÔT : BIEN SÛR, ON SAIT QU'IL Y A CE PROBLÈME, ON LE VIT QUAND IL FAIT QUARANTE DEGRÉS EN ÉTÉ ! »**

Les locataires, analyse Hadrien Malier, mobilisent souvent ce qu'il a décrit, avec son collègue Jean-Baptiste Comby, comme une forme de réalisme populaire ; ils abordent les questions écologiques, ils disent leur importance, mais ils cherchent toujours à les ramener aux contraintes quotidiennes, à la réalité de leurs difficultés économiques et sociales. Et aussi à leur propre place dans la société.

Quand ils disent par exemple « Ce n'est pas la douche du petit monsieur qui produit le réchauffement climatique », on entend dans « ce petit monsieur » qu'ils sont bien conscients d'avoir une position sociale dominée. Ils savent qu'ils n'ont pas le pouvoir de produire le réchauffement climatique, encore moins de le résoudre.

Face à un discours dominant qui valorise les gestes individuels et la capacité d'agir de tout un chacun avec l'adoption de pratiques comme le bio, le vélo, la réduction de la consommation de viande, les voitures électriques, etc. les locataires hlm manifestent plutôt une conscience environnementale teintée de fatalisme et de réalisme :

« mon style de vie est déjà très contraint, je ne fais pas partie des personnes qui polluent le plus, pourquoi est-ce que vous venez me demander à moi de changer de style de vie ? »

A partir de ces remarques et considérant la philosophie générale de ses travaux, Hadrien Malier pense-t-il que la question environnementale n'a pas été suffisamment liée au social, dans le monde du logement comme ailleurs ?

Il le croit en effet, du moins c'était le cas au début. Historiquement, en France, développe-t-il, la création du ministère de l'environnement en 1971 a entraîné la politisation des questions environnementales mais celles-ci ont été détachées des inégalités sociales.

La question environnementale est plutôt apparue comme une nouvelle question sociale, avec l'idée que face au réchauffement climatique, tout le monde

était « dans le même bateau ». Cependant, ajoute-t-il, depuis les années 2010 les choses ont évolué, on observe un croisement plus marqué entre questions sociales et questions environnementales : « en particulier depuis le mouvement des gilets jaunes, qui l'a souligné avec une certaine acuité. »

Le problème, regrette Hadrien Malier, c'est que « l'on manque de réflexion et de profondeur historique sur la façon dont il faudrait rapprocher les deux questions. »

Les programmes qu'il observe aujourd'hui cherchent à opérer ce croisement, mais toujours avec l'intention de sensibiliser un public défini par sa position sociale défavorisée.

Accuser les pauvres de polluer davantage et d'être moins sensibles aux enjeux environnementaux est peut-être une façon de faire le croisement. Mais, de son point de vue, et il le dit sans ambages, « c'est mal le faire. »





Hadrien Maler le répète, si le locataire est conscient des problèmes, il ne s'en trouve pas le premier responsable.

Aussi, en réaction à cette politique de sensibilisation, le bailleur entend-il parfois cette réponse : « mais je suis chez moi, je fais ce que je veux ! » Comme une tentative du locataire de protéger son autonomie domestique, sa volonté de rester maître chez soi, sans se soumettre à des injonctions.

**« UNE EXIGENCE D'EXEMPLARITÉ  
RENOYÉE AU BAILLEUR POUR  
CONTESTER SA LÉGITIMITÉ À  
VOULOIR ÉDUCER. »**

Avec parfois un autre discours : « Mais quelle légitimité a le bailleur pour me dire ce que je dois faire quand lui-même laisse la lumière des halls allumée la nuit ou arrose quand il pleut, etc. ?! » Hadrien Malier voit là « une exigence d'exemplarité renvoyée au bailleur pour contester sa

légitimité à vouloir éduquer. » Mais il tient aussitôt à ajouter qu'il ne s'agit pas pour lui de jeter la pierre aux bailleurs sociaux. Il lui semble au contraire qu'ils sont sensibles à ces réserves vis-à-vis des programmes d'accompagnement et prêts à repenser certains modes d'action.

En partenariat avec les mairies et tous les acteurs de la politique de la ville, les bailleurs mettent en œuvre des politiques révélatrices de tendances sociales qui les dépassent, une certaine vision des classes populaires devant les questions environnementales et du rôle des individus devant ces questions.

A l'heure où beaucoup d'acteurs politiques agitent l'écologie populaire comme un slogan, conclut Hadrien Malier, il s'agit de construire une autre réflexion sur les liens entre inégalités sociales et questions environnementales et d'admettre que les classes populaires ne sont ni

les premières pollueuses, ni insensibles à l'environnement.

L'Intérêt d'engager cette réflexion est d'autant plus grand au vu des enseignements issus des campagnes de sensibilisation aux éco-gestes ; on rappelle qu'elles sont menées par des associations mandatées par les communes et les organismes hlm. Hadrien Malier a effectué plusieurs enquêtes auprès des habitants et constaté que l'adhésion à ces programmes d'accompagnement était très faible.

Par exemple beaucoup de locataires, raconte-t-il, choisissaient l'évitement, en acceptant le kit éco-gestes, trois ampoules basse consommation, sans écouter les conseils d'utilisation : « Merci, bonne journée ! » Ou bien c'était : « Cela ne m'intéresse pas. Si vous voulez prendre le café, vous êtes les bienvenus, mais vos conseils, non ! »

Pourtant, poursuit Hadrien Malier, du côté des donneurs d'ordres, les mairies, les bailleurs sociaux, on se disait satisfait et les programmes étaient renouvelés d'une année à l'autre. Comment expliquer cet écart ?

D'abord par une volonté d'affichage, répond-il. En mettant en œuvre ces programmes, on montre qu'on cherche à agir pour l'environnement. Mais cela ne suffit pas. Il avance une autre explication, souvent entendue : même s'ils ne changent pas de comportement ou ne suivent pas correctement l'accompagnement, les locataires entendent parler du développement durable et de ses avantages.

Les graines sont semées et peut-être, dans quelques années, elles produiront leurs effets. Toujours la même idée, observe Hadrien Malier ; il faut faire prendre conscience aux locataires de l'urgence environnementale, développer chez eux une sensibilité encore absente, en les « éduquant ». Le simple fait d'en parler devant eux serait déjà positif.

Ces campagnes de sensibilisation, rappelle-t-il, mobilisent en même temps l'argument « bon pour la planète », et l'argument « bon pour le porte-monnaie », les deux sont systématiquement associés. Avec les écogestes on économise l'eau et l'énergie, on réduit la facture des ménages et donc on protège ceux-ci de la précarité énergétique.

De plus, d'un point de vue gestionnaire, intéressant pour les bailleurs, on augmente leur solvabilité. Les locataires peuvent tout à fait entendre ce discours, observe Hadrien Malier, mais selon lui il est à double tranchant.

D'abord parce que les locataires sont déjà dans l'obligation de faire des économies. Très souvent ils réagissent : « Mais je fais déjà très attention ! » et dans ce « déjà », il faut entendre : « Si mon bailleur vient toquer à ma porte, cela sous-entend que je ne suis pas assez efficace chez moi, trop dépensier ! » Et ce jugement, conclut Hadrien Malier, est très déplaisant, voire insultant, pour beaucoup de gens.

**« SI MON BAILLEUR VIENT TOQUER À MA PORTE, CELA SOUS-ENTEND QUE JE NE SUIS PAS ASSEZ EFFICACE CHEZ MOI, TROP DÉPENSIER ! »**

Ensuite, reprend-il, le discours est ambigu dans le sens où, à aucun moment, dans les accompagnements sur lesquels il a enquêté, on ne présentait aux ménages d'autres solutions que les éco-gestes contre la précarité énergétique.

Ni l'accès au fonds social pour l'énergie, ni l'accès au fonds social pour le logement, ni aucune mesure des politiques publiques destinées à aider les personnes en difficulté pour payer leurs factures. Il n'en était jamais question. Sans doute, ajoute-t-il, parce que les personnes chargées des accompagnements n'étaient souvent pas informées elles-mêmes !

A toutes ces observations, il faut ajouter, dit encore Hadrien Malier que la plupart du temps, ces programmes d'accompagnement sont mis en œuvre dans de grandes résidences, pour 500 ou 1000 foyers. Mais dans ces grandes résidences, le chauffage est généralement collectif, les ménages ont très peu de

marges de manœuvre pour déterminer la chaleur de leur appartement. De fait, très peu de gens se privent de chauffer par manque de moyens et cela n'est pas pris en compte !

Au-delà de ces remarques, il est intéressant de se rappeler que le travail d'Hadrien Malier, a consisté à resituer les locataires de logements sociaux, non pas dans l'espace géographique mais plutôt dans l'espace social, ce qui lui a permis d'affiner la définition des « classes populaires », soit selon l'Insee, un peu moins de cinquante pour cent de la population active française aujourd'hui.

Comment les locataires se positionnent-ils par rapport aux autres groupes sociaux ? Dans les résidences où il a enquêté, une très grande majorité de personnes sont des actifs, ouvriers, employés. Ils appartiennent bien aux classes populaires. Néanmoins, détaille Hadrien Malier,





ce qu'a montré la sociologie française depuis une vingtaine d'années, c'est que ce groupe social qui se distingue du reste de la société par des revenus plus faibles, un moindre accès à un diplôme, un travail dans lequel on a moins d'autonomie, est hétérogène. Il contient ce que les sociologues appellent des fractions de classe, qui permettent de distinguer des sous-groupes.

Dans les enquêtes d'Hadrien Malier, une majorité de personnes appartenait à ce qu'on peut appeler les fractions précaires, c'est-à-dire des personnes qui ne sont pas dans la grande pauvreté, notamment grâce au logement social qui leur assure un toit abordable et stable, mais néanmoins dans une situation qui pourrait basculer, faiblement assise sur ses ressources. D'autres fractions, plus stabilisées, appartiennent aussi aux classes populaires, mais contrairement aux fractions précaires, elles peuvent quand même s'appuyer sur des

ressources qui leur donnent une certaine assurance pour l'avenir.

Au sein des fractions précaires, il faut encore distinguer plusieurs types de locataires. Des différences sensibles qu'Hadrien Malier illustre en revenant sur la question des déchets qui opposait très fortement certaines fractions de locataires. Il a pu noter une forte opposition entre les locataires issus de l'immigration postcoloniale et les locataires blancs, retraités, en général, installés depuis plus longtemps dans les résidences et qui se plaignent beaucoup des autres avec des discours culturalistes, voire racistes sur leur capacité à gérer ces déchets.

Les jeunes, ajoute-t-il, constituaient aussi l'une des principales cibles des commentaires. Donc, effectivement, à l'intérieur d'un groupe social, il existait des différences socio-économiques et aussi d'autres facteurs, selon l'âge ou l'origine, porteurs de conflits, qui demandent un

regard assez fin pour les décrire.

Comme il l'a dit et il s'en félicite, Hadrien Malier rencontre un réel intérêt de la part des offices hlm et des acteurs institutionnels pour les analyses plutôt critiques qu'il développe... « Les prix que m'a décernés l'USH en témoignent ! » commente-t-il en souriant. Il se réjouit de cette volonté d'ouverture à la réflexion même si sa réponse à la question : « Qu'est-ce qu'on fait ? » se veut prudente : « Le sociologue a plus tendance à observer et à décrire, qu'à prescrire. »

Il n'empêche, des pistes d'action existent, qu'il commente volontiers. Plutôt que d'éducation, pense-t-il qu'il faut parler de formation ? Les formations, répond-il, sont destinées à des gens qui les demandent. Est-ce que les locataires sont demandeurs de formation aux gestes du quotidien dans leur logement ? Il en doute.

En revanche il lui paraît possible de prendre en charge les problèmes, sans tomber dans la responsabilisation ni « l'éducation aux écogestes ». Sur la question des déchets par exemple, les bailleurs pourraient aider les locataires à mettre en avant les causes structurelles de cette situation. Pour éviter que la plupart des locataires accusent leurs voisins de mal gérer leurs déchets, est-ce que l'on ne pourrait pas retourner la question, en exigeant par exemple des mairies qu'elles organisent des ramassages plus fréquents aux abords des résidences ?

On agirait ainsi sur d'autres leviers, capables d'aborder le problème d'une manière nettement plus politique,



qui ne soit pas stigmatisante. La sociologie l'a bien montré depuis vingt ans, ajoute plus généralement Hadrien Malier ; la politique de la ville a eu tendance à se développer en évitant de poser des questions trop politiques vis-à-vis de l'organisation du travail, des conflits sociaux, de la vie en société. Ne pourrait-on imaginer, pour répondre aux défis environnementaux, qui sont fondamentalement politiques, une politique de la ville qui assume le fait que, oui, il existe des conflits d'intérêt vis à vis de l'environnement, que certains acteurs sont plus puissants que d'autres et qu'il faut donc exiger certaines actions.

Par exemple le renforcement des contrôles et des sanctions contre le dépôt sauvage d'ordures dans les résidences par des acteurs extérieurs, entreprises de BTP ou particuliers, une nuisance que tous connaissent bien : « Comme c'est déjà sale, on peut salir un peu plus ! »

Aider les locataires avec une vision des questions environnementales qui leur soit plus favorable, moins stigmatisante, plaide Hadrien Malier. Et, point important, en lieu et place des injonctions à verdir, à mieux se comporter, passer plus souvent par les locataires eux-mêmes.

Que les institutions quittent la position du sachant pour s'appuyer sur leur style de vie faiblement émetteur ! Il y a des compétences chez les locataires, ils savent économiser l'eau, l'énergie, polluer peu. Pourquoi ne pas s'appuyer sur ces connaissances et les politiser, pour les faire émerger ?

Hadrien Malier en est convaincu, au terme de ses différentes enquêtes : des ressources encore inexploitées existent pour réussir la rencontre hlm/écologie. Aux institutions et aux bailleurs de s'en emparer !



## PARTIE 2 : LE DÉBAT

C'est Kim Chiusano, Directrice adjointe de la stratégie à l'Anru et experte référente sur la transition énergétique qui a accepté le rôle de la discutante, face à Hadrien Malier. « Vous parlez du paradoxe de populations faiblement contributrices au changement climatique et pourtant sur-responsabilisées, lui dit-elle, j'en ajouterai un deuxième, fondamental, c'est qu'elles sont aussi les premières exposées. » Une surexposition de nature à aggraver leur vulnérabilité et leur précarité déjà installées.

L'Anru n'intervient pas sur la totalité du parc social, rappelle Kim Chiusano, mais sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Donc auprès des populations les plus pauvres de notre pays. Et il est vrai, ajoute-t-elle, que sur le lien entre la question climatique et les classes populaires, la sociologie prend une certaine distance vis-à-vis du récit

collectif. C'est un apport supplémentaire de la recherche. Pour elle aussi, une évidence : il est impossible d'échapper à la question climatique quand on est membre de la classe populaire, tout simplement parce que la facture énergétique est le premier poste de dépenses chaque mois.

Kim Chiusano souhaite revenir sur les propos d'Hadrien Malier, développés par ailleurs dans ses travaux. L'idée que des pratiques économes s'opposeraient à des pratiques écologiques plus valorisantes : « Vous parlez de code du verdissement du quotidien pour des classes sociales plus élevées. On oppose aussi la sobriété subie, synonyme de précarité à la sobriété choisie, qui ferait l'objet d'un engagement militant ou citoyen. Est-ce que vous en concluez demande-t-elle à Hadrien Malier, qu'il y a une certaine passivité chez les classes populaires, prises dans des contraintes quotidiennes et indifférentes à ces sujets plus macro que vous qualifiez

“politiques” ? »

Non, bien sûr, répond-il, il ne s'agit pas de dire que les classes populaires sont incapables de s'intéresser aux questions climatiques, mais que le sujet est moins structurant pour leur mode de vie, moins au centre de leurs préoccupations quotidiennes.

Quant à la distinction entre sobriété subie ou choisie, Hadrien Malier reconnaît qu'elle lui pose problème, car, observe-t-il, elle est souvent utilisée pour affirmer que si les classes populaires étaient plus riches, moins contraintes économiquement, elles deviendraient aussitôt polluantes, comme les autres classes sociales !

Or cela ne lui paraît pas juste ; dans la manière dont chacun organise sa vie, l'exigence d'efficacité liée à des contraintes économiques ne va pas disparaître du jour au lendemain, même en accédant à une situation moins précaire. « Ce sont les effets de la socialisation. Nous sommes tous façonnés par nos conditions de vie, il en résulte une certaine stabilité. »

**« CE SONT LES EFFETS DE LA SOCIALISATION. NOUS SOMMES TOUS FAÇONNÉS PAR NOS CONDITIONS DE VIE, IL EN RÉSULTE UNE CERTAINE STABILITÉ. »**

En revanche, cette sobriété effectivement subie, est à valoriser. Être capable d'avoir des gestes efficaces, de se montrer économe, doit être apprécié aujourd'hui. Au contraire, le fait de s'en moquer complètement et de ne rien changer, peut être très mal vu.

Il faudrait donc valoriser davantage ceux



qui savent déjà gérer leur budget, au lieu de leur dire : « vous faites mal », car effectivement, ce n'est pas assez apprécié, et ces ménages n'attachent pas une valeur écologique au fait de ne pas avoir de voiture, de faire attention à leur consommation d'eau et d'électricité. Or on devrait donner une valeur sociale plus claire à ce mode de vie.

L'Anru, reprend Kim Chiusano, a commandité plusieurs sondages auprès d'un échantillon de personnes habitant pour moitié en quartiers prioritaires et pour moitié dans d'autres territoires. On relève chez ces personnes une attention réelle aux éco-gestes, que ce soit sur l'économie de l'eau, sur la réduction du chauffage ou sur la mobilité, et ce qui est intéressant, c'est que ces écogestes sont parfois mieux mis en œuvre qu'ailleurs et que l'argument environnemental est aussi convoqué pour justifier la baisse de consommation d'eau.

Vous parliez d'initiatives citoyennes qui portent l'idée d'un accompagnement spécifique, dit-elle à Hadrien Malier, à mes yeux, l'avantage de ces initiatives citoyennes, c'est aussi de souligner une conscience écologique réelle, la crainte face aux perturbateurs endocriniens, les questions de santé environnementale et une conscience de la surexposition aux vulnérabilités climatiques et environnementales.

Kim Chiusano rappelle que l'Anru intervient à l'échelle nationale, dans 450 quartiers. Elle constate, factuellement, des préoccupations plus fortes qu'ailleurs sur la rénovation énergétique des logements, sur la végétalisation de l'espace public, parce que le cadre de vie est plus dégradé. Et elle estime que politiquement, un espace de plus en plus large s'ouvre sur la question écologique. « J'ai l'espoir que les classes populaires s'y retrouvent aussi, dit-elle.

Qu'elles ne soient pas seulement sur la gestion de la contrainte quotidienne, mais se projettent à une échelle plus globale ». Face au changement climatique, il faut profiter des investissements massifs générés par la rénovation urbaine pour adapter le parc de logements, les espaces publics dégradés, etc. Travailler aussi sur la santé environnementale en réduisant les nuisances, l'air que respirent les habitants dans l'espace public et au sein de leur logement... Il faut savoir qu'un quartier prioritaire d'habitat social a quatre chances sur cinq d'être traversé par une voie rapide ! rappelle-t-elle.

Je vous rejoins tout à fait sur la surexposition aux conséquences environnementales, approuve Hadrien Malier. On sait que les grands ensembles sont des espaces très minéralisés avec des îlots de chaleur urbaine en été, qu'ils sont soumis à la proximité de voies rapides, à la pollution de l'air et





à la pollution sonore, etc. Mais est-ce en éduquant les gens que l'on va moins les exposer à tout cela ? Je n'en suis pas convaincu.

L'Anru, s'engage avec le renouvellement urbain et cherche à limiter les effets de la chaleur urbaine, l'absence de nature en ville. C'est très positif. Mais, ajoute-t-il, au vu de mes enquêtes, il n'y en a pas moins une tendance forte de la politique de la ville à encadrer les manières d'habiter des locataires qui pose problème.

L'Anru peut-elle agir autrement ? répond Kim Chiusano. Tout ce que nous dit Hadrien Malier devrait en effet faire bouger les politiques publiques et l'attitude des organismes. Mais le cœur de la question, c'est la mise en place des éco-gestes ; il s'agit plus, selon elle, de la manière d'appréhender et de présenter l'enjeu que de renoncer à l'accompagnement renforcé des habitants. Même si, à son avis, le besoin de montée

en compétence, voire de prise de conscience, reste réel dans l'ensemble de la population, y compris chez les plus aisés !

Ce qui manque, renchérit Hadrien Malier, c'est l'accompagnement des locataires, non pas dans leur transformation individuelle, mais dans une politisation collective. Que les classes populaires puissent formuler des demandes collectives pour moins subir cette surexposition, mais aussi vis-à-vis de l'organisation sociale qui produit les problèmes environnementaux dont ils sont finalement moins comptables. Il faut montrer que ce sont des enjeux collectifs qui engagent des décisions politiques. Vous parlez de responsabilité collective, réagit Kim Chiusano, cela veut dire pour nous, pouvoirs publics, encourager l'adaptation d'un parc de logement social au dérèglement climatique, réintroduire de la nature

en ville sur des espaces souvent très bétonnés. Et il est vrai que les attendus vis-à-vis des habitants viennent au second plan dans la mesure où nous allons d'abord transformer des territoires. L'essentiel, comme pour les bailleurs, est de nous engager sur ces questions.



ACCÉDEZ GRATUITEMENT À TOUS LES  
EPISODES DE PAROLES LIBRES

**Directeur de la publication**  
Franck Martin

**Écriture**  
Dominique Rousset

**Suivi de projet**  
Audrey Pelan, Pauline Lai

© **Afpols 2024**



---

Association pour la formation professionnelle continue  
des organismes de logement social

47 rue Popincourt - 75011 Paris. Tél. 01 40 75 52 74  
[www.afpols.fr](http://www.afpols.fr)